



Sauvons le réseau international de l'AFP !

Ce jeudi 6 juin, l'ensemble des salariés de l'AFP dans le monde (environ 3 000) sont appelés à faire grève pour 24 heures pour défendre les règles de mobilité et les possibilités d'expatriation des journalistes dans les 180 bureaux de son réseau, menacées par un avant-projet de réforme présenté lundi par la direction.

Le SNJ-CGT, réuni en congrès du 5 au 7 juin, apporte tout son soutien à cette mobilisation qui s'annonce forte. Il dénonce cette nouvelle attaque contre un pilier de l'information pluraliste, après celles menées contre l'audiovisuel public.

Si cette réforme était conduite à son terme, le coup porté à la qualité de l'information de l'AFP serait fatal et immédiatement ressenti dans tous les médias français et chez les abonnés étrangers de l'agence.

« Le réseau international de l'AFP tel qu'il existe aujourd'hui, qui permet aux journalistes de s'expatrier dans de bonnes conditions, est indispensable pour continuer d'avoir une information indépendante et de qualité, toujours plus menacée par les désinformateurs et l'extrême droite », a déclaré Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, mercredi, en soutien des salariés de l'agence de presse.

L'AFP est l'une des trois agences de presse mondiale, la seule francophone mais servant ses clients en anglais, arabe, espagnol, portugais et allemand.

Les journalistes sous contrat français, toutes nationalités confondues, sont soumis à un système de mobilité obligatoire qui les amène à changer de poste tous les trois à cinq ans.

Or, depuis 2017, le nombre de postes à l'étranger occupés par des journalistes expatriés a baissé de près d'un quart, contrairement aux engagements de la direction.

Les postes attribués à des journalistes de droit français sont un à un « localisés », c'est à dire attribués à des journalistes sous contrat non français avec des conditions de travail dégradées et sans possibilité d'être représentés par les syndicats français de l'agence.

A Hong Kong, où un desk relit, traduit et illustre l'ensemble de la production mondiale de l'AFP pendant qu'il fait nuit en France, des journalistes embauchés avec seulement 15 jours de congés annuels sont chargés d'un véritable travail à la chaîne, en même temps qu'ils doivent surveiller l'ensemble de l'actualité sur tout le globe. De Romorantin à Bogota, en passant par le Myanmar, tout cela depuis Hong Kong ou Séoul, et pour pas cher.

Depuis lundi, la direction veut aller encore plus loin : sous couvert d'améliorer un peu les conditions de travail des journalistes « locaux », elle envisage de réduire drastiquement le réseau d'expatriés en le limitant aux postes d'encadrement et en terrain « difficile ».

L'objectif avoué est d'économiser le coût annuel d'un expatrié installé pendant trois à cinq ans avec sa famille. Il ne s'agit pas d'un simple coup de canif dans le fonctionnement des ressources humaines de l'AFP. C'est une attaque de ce qui fait sa force et sa singularité dans le paysage médiatique mondial.

Au sein de la rédaction, on entend d'ailleurs partout : « C'est la mort de la mobilité ! » Bouger et déménager tous les cinq ans, malgré les sacrifices personnels et le coût que cela représente, permet d'avoir toujours un œil neuf sur l'actualité, là où les journalistes AFP la couvrent.

Cette mobilité garantit aussi l'indépendance de l'AFP en interdisant une trop longue proximité avec les sources.

Ce réseau exceptionnel, avec des journalistes sur le terrain, de Kaboul à Bruxelles en passant par Jérusalem, a permis à l'AFP de couvrir les grands moments de l'Histoire : guerres, crises, sommets, etc. Une production qui irrigue l'ensemble des médias français et internationaux abonnés à ses fils info, et évite le simple zapping d'une crise à l'autre, avec une couverture au long cours de la vie des autres êtres humains dans le monde.

Elle permet de produire un fil d'information qui se distingue des autres et d'attirer et conserver des talents, souvent polyglottes.

Ce réseau d'expatriés est « un atout fondamental de l'AFP, unique dans le paysage médiatique, à préserver absolument », comme le jugent la majorité de ses journalistes, dans une enquête de 2023 du SNJ-CGT.

Ceux-ci, en France comme à l'étranger, ne s'y trompent pas et s'opposent donc massivement au projet délétère de la direction et de sa nouvelle directrice générale, qui à peine arrivée, se lance dans la casse d'un outil qu'elle ne connaît pas.

Six-Fours-les-Plages (Var), le 5 juin 2024.